

Dans le Jura, le PS triomphe à l'exécutif

ÉLECTIONS Décrochant la majorité, le Parti socialiste est sorti hier grand vainqueur d'une folle journée électorale, marquée par l'échec de l'indépendant Martial Courtet. L'UDC rate de peu son entrée au Gouvernement et Moutier compte son premier ministre

YAN PAUCHARD

La population jurassienne pouvait choisir de renverser la table en réalisant le ministre Martial Courtet, pourtant épingle par un audit détaillant son management problématique, ou en offrant un premier siège gouvernemental à l'UDC. Mais hier, au terme d'un deuxième tour d'une intensité folle, les électeurs ont finalement plébiscité les deux grands partis du canton, le Parti socialiste (PS) et Le Centre. Il devait être écrit que cette élection, certainement la plus incertaine de l'histoire jurassienne, marquerait l'histoire. Pour la première fois, le PS décroche la majorité absolue (trois sièges sur cinq) avec notamment l'élection de Valentin Zuber, figure politique de Moutier, alors que la cité prévoit ne sera officiellement jurassienne qu'au 1er janvier 2026. Plus qu'un symbole.

Suspense total

C'est peu dire que le suspens était total. Depuis des jours, le landerneau politique jurassien retenait son souffle, craignant une réélection de Martial Courtet, arrivé troisième du premier tour. Ses collègues au Gouvernement sont même sortis du bois pour parler ouvertement de l'impossibilité de travailler avec celui qui se relançait en indépendant. Une affaire qui a largement focalisé l'attention de l'entre-deux-tours, notamment au travers d'une soirée commune avec le conseiller d'Etat genevois Pierre Maudet, dont l'écho s'est répercuté bien au-delà des frontières cantonales. Mais les partis ont visiblement serré les rangs comme rarement et mobilisé. Le taux de participation a ainsi progressé de quatre points entre le premier tour et le second tour, passant de 41,5 à 45,7%.

Le nom de Martial Courtet était encore de toutes les discussions samedi, journée de la traditionnelle fête de la Saint-Martin. Mais l'élu n'a finalement pas réussi à élargir sa base et termine septième. Visiblement pressé d'en finir, l'homme n'a pas attendu la fin du dépouillement pour venir reconnaître sa défaite devant les médias, réunis à l'Hôtel du Parlement à Delémont. «Je suis déçu, mais c'est un résultat extraordinaire tenu des vents contraires», a relevé Martial Courtet devant les caméras. En indépendant, ne bénéficiant d'aucun report de voix des partis, c'était mission impossible. Il n'a pas souhaité faire de commentaire quant à son avenir politique, avant de disparaître et d'aller rejoindre ses soutiens.

Mais encore

Les résultats du second tour de l'élection au Gouvernement jurassien:

Rosalie Beuret Siess (PS) réélue avec 14 647 voix.

Stéphane Theurillat (Le Centre) réélu avec 13 491 voix.

Raphaël Ciocchi (PS) élu avec 12 181 voix.

Valentin Zuber (PS) élu avec 10 747 voix.

Jean-Paul Lachat, (Le Centre) élu avec 10 114 voix.

Fred-Henri Schnegg (UDC) non élu avec 9 839 voix.

Martial Courtet (indépendant) non réélu avec 8 918 voix.

Damien Chappuis (PCSI) non élu avec 6 630 voix.

Martin Braichet (PLR) non élu avec 4 991 voix. (LT)



Les cinq ministres jurassiens élus hier, de gauche à droite: Valentin Zuber (PS), Stéphane Theurillat (Le Centre), Rosalie Beuret Siess (PS), Raphaël Ciocchi (PS) et Jean-Paul Lachat (Le Centre). (DELÉMONT, 9 NOVEMBRE 2025/VINCENT MULLER POUR LE TEMPS)

Entre embrassades, cliquetis des verres, drapeaux et chants, l'ambiance était tout autre devant l'Hôtel du Bœuf, le traditionnel stamm du PS. On se pince pour y croire. Leur ministre sortante Rosalie Beuret Siess caracole en tête de l'élection avec près de 15 000 voix, devant son collègue de Gouvernement, le centriste Stéphane Theurillat. Surtout, les socialistes font encore élire leur président cantonal, Raphaël Ciocchi, et Valentin Zuber au Gouvernement. L'idée de partir à trois au deuxième tour n'était pas une évidence à l'intérieur, de peur que cela ne soit perçu comme un excès de confiance. «Ce n'était pas une stratégie arrogante, mais ambitieuse», corrigeait hier Raphaël Ciocchi. Une stratégie qui s'est donc révélée payante.

Parmi les militants qui fêtaient la victoire hier en fin d'après-midi, l'un était particulièrement ému, Maxime Zuber, ancien maire emblématique de Moutier et père du nouveau ministre.

«Ma ville va devenir jurassienne, mon fils entre au Gouvernement et ma fille [Marina Zuber, ndlr] au Parlement, c'est incroyable», confie-t-il. Le socialiste loue «la générosité des Jurassiens et des Jurassiennes qui, par leur vote, font que Moutier entrera de plein droit dans le canton».

«Ce n'était pas une stratégie arrogante, mais ambitieuse»

RAPHAËL CIOCCHI, NOUVEAU MINISTRE SOCIALISTE JURASSIEN

Reste que la balle est aujourd'hui clairement dans le camp du PS qui se retrouve majoritaire au Gouvernement, alors que le Parlement penche à droite. Cette configuration n'inquiète cependant pas Rosalie Beuret Siess. «En élisant Raphaël Ciocchi, et

Valentin Zuber, la population, a choisi des personnalités qui savent écouter, dialoguer et construire», assure la femme forte du Gouvernement. De son côté, Stéphane Theurillat a également appelé «à travailler ensemble et à se montrer le plus constructif possible». Il se réjouit de son score, conscient que Le Centre jouait gros, menacé de perdre son deuxième siège.

Le PCSI perd son siège

La déception était par contre grande du côté de l'UDC qui a longtemps cru dans les chances de son candidat Fred-Henri Schnegg, qui échoue aux portes du Gouvernement. Jamais le parti, marqué par son combat pro-Bernois lors des années de la Question jurassienne, n'avait semblé aussi près d'aller chercher un siège. Il a manqué finalement moins de 300 voix à son candidat pour dépasser le centriste Jean-Paul Lachat, cinquième. «Je ne vois pas comment

nous aurions pu faire plus. Nous doublons nos voix par rapport à 2020. C'est quand même un sacré score», note Alain Koller, le président de l'UDC jurassienne, rappelant les quatre sièges gagnés au Parlement.

Parmi les perdants du jour, on retrouve encore le Parti chrétien-social indépendant (PCSI), qui a perdu son siège au Gouvernement, occupé depuis 2015 par le Franc-Montagnard David Eray. Le pari de lancer le maire du chef-lieu cantonal Delémont n'a pas été concluant; Damien Chappuis termine huitième. Le chrétien-social ne devance que le PLR Martin Braichet, qui ferme la marche. C'est un camouflet pour le parti qui, lors des précédentes élections de 2020, avait placé Jacques Gerber, auréolé pour sa gestion du covid, en tête du second tour. Ce dernier avait décroché la première place avec dix petites voix d'avance sur un certain... Martial Courtet. C'était il y a 5 ans – une autre époque. ■

«Nous devons développer une vision à long terme pour réenchanter le canton»

RÉACTION La ministre socialiste Rosalie Beuret Siess a été la mieux élue hier dans le Jura. Désormais doyenne du Gouvernement, elle commente la nouvelle majorité décrochée par son parti et se dit convaincue qu'elle ne provoquera pas de blocage avec le parlement marqué à droite

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE STEINER

Le Jura sera pour la première fois gouverné par une majorité socialiste lors de la prochaine législature. Jusqu'ici, seul le PDC avait déjà occupé trois fauteuils à l'exécutif entre 1993 et 2002, après que Pierre Kohler s'est présenté dans une élection complémentaire contre l'avis de son parti. Le PS s'est senti poussé des ailes après le premier tour, où il avait déjà placé trois candidats dans le quinté gagnant alors que son ambition initiale était uniquement de maintenir ses deux fauteuils.

Si ses trois ministres ont le sourire, ils devront composer dès le mois de janvier

avec un parlement davantage marqué à droite. Il leur faudra aussi travailler activement à mettre en place la collégialité qui a été mise à mal après la publication de l'audit critiquant le management autoritaire de Martial Courtet, évincé hier. Pour la socialiste Rosalie Beuret Siess, candidate la mieux élue et désormais doyenne du Gouvernement qu'elle présidera l'an prochain, le Jura franchit une nouvelle étape.

Vous avez dit, après le premier tour, que le Gouvernement ne pouvait pas retrouver de séénité tant que Martial Courtet serait à sa table. Etes-vous soulagée aujourd'hui? Effectivement, nous l'avions mentionné avec ma collègue Nathalie Bartholot. Martial Courtet a toujours dit qu'il voulait que son sort soit tranché dans les urnes, et le peuple a fait son choix. La campagne a été difficile, notamment avec cet audit extrêmement sévère à son encontre, et je pense que cette nouvelle composition nous permettra d'aller de

l'avant. Cela permettra aussi au personnel qui souffrait de cette situation d'entrevoir une période plus calme, avec un élan porteur de motivation.

L'audit pointait aussi du doigt des dysfonctionnements au sein du Gouvernement. Tout est aujourd'hui réuni pour repartir sur des bases saines? C'est l'espérance que j'ai. En ce qui concerne mes collègues socialistes, ils sont connus et reconnus pour leur capacité à travailler dans un esprit de consensus. Je collabore aussi très bien depuis bientôt un an avec Stéphane Theurillat (Le Centre), qui accorde une grande importance à l'écoute et au respect. Je connais moins bien Jean-Paul Lachat, mais j'ai toute confiance en lui pour que les choses se passent bien. Il a déjà l'expérience d'un exécutif communal et il connaît le fonctionnement de l'Etat en tant que chef de service. Nous faisons face à des défis importants en termes de finances, d'environnement ou de pouvoir d'achat. Le peuple a accordé aujourd'hui sa confiance à trois socialistes et notre responsabilité

envers lui est grande. Nous devrons nous montrer à la hauteur en montant des projets qui visent l'intérêt commun et qui peuvent trouver des majorités.

Le parlement s'est renforcé à droite le 19 octobre. Cette majorité pourra-t-elle réellement mener une politique socialiste alors que la droite parle déjà de blocages pendant cinq ans? Nous avons des valeurs que nous souhaitons évidemment défendre. Mais être dans un exécutif implique aussi d'être capable de gouverner en tenant compte de l'ensemble de la population et des sensibilités de tout bord. Nous devrons bien entendu trouver un chemin commun avec le parlement pour emporter son adhésion, et j'espère que nous pourrons le faire avec une sensibilité de gauche.

Des décisions difficiles devront être prises pendant la prochaine législature. Ce n'est pas vraiment le meilleur moment pour être majoritaire... Ce sera une législature cruciale, c'est certain. Nous devrons faire

évoluer notre canton dans un contexte financier difficile et avec des ressources limitées. La population attend de nouvelles perspectives et nous devons vraiment développer une vision à long terme pour réenchanter le Jura.

Le PS est-il prêt à faire des choix impopulaires qu'il pourra payer dans cinq ans? Le Parti socialiste n'aurait pas lancé trois candidats s'il n'était pas prêt à prendre des décisions difficiles. Mais quand on explique les raisons de ces choix, la population les comprend. Elle a conscience de la situation et attend des politiques qu'ils prennent les mesures qui s'imposent. Evidemment, il est toujours délicat et sensible de parler de suppressions de prestations. Ce travail devra se faire en lien étroit avec le parlement pour fixer des priorités. C'est pour cela qu'il est difficile actuellement de vous dire où des coupes pourraient être faites.

Le PS serait-il prêt à mettre une hausse d'impôt sur la table? Ce n'est pas d'actualité. ■

INTERVIEW